

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 27/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARDAT (ex PLAISANCE)

La tour de Bourges
45220 Triguères

Références : n°361/2024
Code AIOT : 0010003626

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement BARDAT (ex PLAISANCE) implanté Les Sablonnières 45220 Douchy-Montcorbon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée pour vérifier la mise en œuvre des mesures correctives sollicitées après la visite d'inspection de 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDAT (ex PLAISANCE)
- Les Sablonnières 45220 Douchy-Montcorbon
- Code AIOT : 0010003626

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située aux lieux-dits «Les Sablonnières» et «Les Grandes Noues» sur le territoire de la commune de DOUCHY. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de sable rouge dont la superficie autorisée est de 6 ha 23 a 81 ca. La production maximale autorisée est de 30000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 19000 tonnes. Le site dispose d'un arrêté d'autorisation de poursuivre l'activité du 8 février 2021.

Lors de l'extraction, les opérations de transport sont uniquement effectuées par des camions appartenant à la société. L'exploitant précise que l'extraction de la carrière s'effectue uniquement par campagnes en fonction des besoins et des conditions météorologiques. En 2024, l'exploitant a extrait 320 tonnes de sables rouges sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 5.2.2.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 6.2.3.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation des installations – Bornage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	et rapport annuel	article 2.10.1		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations – Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, • le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait relevé l'impossibilité de localiser les bornes permettant de déterminer le périmètre du site. Sur la base de ce constat un projet d'arrêté de mise en demeure a été proposé à Madame la Préfète. Suite à des échanges avec l'exploitant et dans la mesure où le site n'avait pas été exploité depuis le début de l'autorisation, il avait été décidé de surseoir à la signature de l'arrêté.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les bornes permettant de localiser les limites cadastrales du site ont bien été dégagées et repérées. Une nouvelle clôture a été installée pour interdire les accès au site.</p> <p>Plus d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de circulation sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p>
Constats : <p>Le site est petit et une seule voie d'accès à été aménagée. Des panneaux indiquent la vitesse à respecter.</p> <p>Pas d'écart constaté sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;

<ul style="list-style-type: none"> • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement des fronts ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'exploitation mis à jour le 17 juillet 2024. Apparaissent sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La limite du périmètre • Les bords de fouille, • les surfaces décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • Les relevés des cotes d'altitude des points significatifs, • Le positionnement des fronts. <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle que le plan d'exploitation annuel de l'année N doit être envoyé chaque année à l'inspection avant le 1^{er} février de l'année N+1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 5.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils

sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Lors de la visite de 2022, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé de plan de gestion des déchets d'extraction (point de contrôle n°7 de l'inspection du 07/12/2022).

Suite à la réunion d'échange avec l'exploitant du 5 mai 2023, il a été rappelé à l'exploitant l'obligation de produire un plan de gestion des déchets d'extraction tous les 5 ans.

Dans la mesure où le site n'était pas encore exploité, l'inspection a accordé un délai à l'exploitant pour produire ce document.

Lors de la visite du 8 août 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce document alors que des extractions sur le site ont bien eu lieu en 2024.

L'exploitant n'a pas réalisé de plan de gestion des déchets d'extraction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 6.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

[...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans dans le cas générique. [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection il avait été relevé un écart relatif à la périodicité des contrôles des niveaux sonores (point de contrôle n°8 de l'inspection du 07/12/2022). Lors de la réunion d'échange de 2023, dans la mesure où aucune activité n'était exercée, l'écart avait été mis en suspend.</p> <p>Dans la mesure où des extractions ont été réalisées en 2024, une mesure des niveaux sonores doit être réalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas pu réaliser ces mesures durant la courtes période d'extraction.</p> <p>Le contrôle des niveaux sonores n'a pas été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à une mesure des niveaux sonores lors des prochaines opérations d'extraction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>